

ÉDITO

Par **André TORDJMAN**, Président de Procos
et **Emmanuel LE ROCH**, Délégué Général de Procos



L'urgence de mesures assurant l'équité concurrentielle mais aussi de travailler sur nos modèles d'approvisionnements

Les plateformes SHEIN et TEMU viennent, comme l'avait fait Amazon au début des années 2000, bouleverser le fonctionnement de nos marchés du commerce de détail.

Les risques sont encore plus importants parce que les modèles de ces plateformes permettent de livrer des produits directement aux consommateurs français à partir du principal lieu de production mondial, l'Asie et en particulier la Chine.

Ces dernières semaines ont beaucoup augmenté le niveau d'inquiétude car les décisions de Donald TRUMP en matière de droit de douane sur les produits chinois entraîneront inévitablement une augmentation des flux de produits vers les consommateurs européens. Nos marchés deviennent vitaux pour des fabricants chinois dont le marché domestique est sous tension.

Bien entendu, le développement de ces plateformes et leurs pratiques ne sont pas les seules raisons des défaillances des enseignes ou des commerçants. Mais cela les accélère et pourrait rapidement fragiliser des acteurs même en bonne santé. Par ailleurs, nous n'échapperons ni à la question de cette course dangereuse vers le toujours moins cher ni à celle de notre dépendance à l'Asie en termes d'approvisionnement.

Aujourd'hui, l'urgence porte sur les pratiques et les conditions d'accès très favorables à nos marchés dont ces plateformes bénéficient.

Le gouvernement français a pris conscience du danger. Trois ministres ont affiché une volonté d'agir : Eric LOMBARD, pour l'économie, Véronique LOUWAGIE pour le commerce et Amélie de MONTCHALIN pour les comptes publics. Cela fait déjà près de deux ans que les acteurs du commerce demandent sans succès une équité concurrentielle entre acteurs avec l'assurance que les produits livrés sont conformes aux règles européennes avec des taxes supportées de façon identique par tous les acteurs. Les décisions de Donald TRUMP ont créé des conditions d'urgence absolue.

Aux Etats-Unis, Donald TRUMP a supprimé en quelques jours l'exonération des droits de douane pour les colis de moins de 800 dollars venant de Chine ou de Hong Kong et entrant aux USA.

Ces produits entreront en Europe qui a toujours une exemption de droits de douane pour les colis de moins de 150 euros ; un dispositif que l'Europe envisage de supprimer en 2028 seulement ! Beaucoup trop tard. De nombreux acteurs du commerce auront connu des défaillances d'ici là. L'urgence est déjà là.

Si rien n'est fait, le développement des colis livrés en France par Shein et Temu, soutenu par Tiktok, va encore s'accélérer, les budgets de communication consacrés aux marchés européens par ces acteurs ont déjà explosé (cf. campagne récente de Shein en France). Or, rappelons-le, ces deux plateformes représentent déjà 22 % des colis livrés par La Poste, contre seulement 5 % il y a cinq ans !

Plus grave encore, la ministre Amélie de MONTCHALIN a indiqué que les contrôles réalisés à Roissy font apparaître « 94 % de non-conformité, dont 66 % de produits dangereux pour les consommateurs ».

Le dumping sur les prix est soutenu par la surproduction en Chine, l'absence de droit de douane et la livraison directe aux consommateurs européens.

Les conséquences pour nos économies sont nombreuses :

- L'arrivée massive de produits à faibles coûts non soumis aux mêmes règles continueront de **mettre en danger nos fournisseurs européens et français.**
- Une guerre de prix avec des acteurs qui n'ont pas à respecter les mêmes réglementations, **ne peut que détruire rapidement de nombreuses entreprises du commerce de détail de toutes tailles et de tous secteurs d'activité.**
- la fermeture de magasins **impacte considérablement la vie locale ; moins de recettes fiscales, plus de chômage et de vacance commerciale.**

Les pouvoirs politiques européens et français doivent agir en urgence :

- **Supprimer l'exonération des droits de douane** sur les colis de 150 € dès les prochaines semaines,
- **Augmenter fortement les contrôles sur les conformités des produits et surtout, sanctionner immédiatement en cas de non-conformité et de mise en danger des consommateurs ! C'est aux plateformes d'assurer cette conformité.**

Et en cas de défaut, les sanctions doivent aller jusqu'au déréférencement, comme cela a été fait pour Wish voici quelques années. Aucun magasin ne resterait ouvert dans le même cas de figure, l'Administration n'hésiterait pas à le faire fermer rapidement !

Nous faisons confiance au gouvernement pour qu'il agisse en ce sens avec de mesures rapides à la hauteur des enjeux. N'hésitons pas à tous nous mobiliser derrière le gouvernement français pour qu'il puisse convaincre les autres pays d'agir aussi vite et aussi fort.

Pour la suite, si nous voulons « Agir pour un commerce qui donne envie », il faudra se préoccuper de la sécurisation des approvisionnements et remettre en cause les éléments de cette course à la production à moindre coût pour augmenter la marge. Nous risquons une baisse de nos volumes de vente et une dépendance trop forte aux fabricants lointains. Nous avons la nécessité impérieuse de créer de la valeur pour nos modèles d'affaires, nos fournisseurs, nos clients et nos collaborateurs.

Nous appelons toute la profession à se mobiliser à court terme sur ce sujet vital des plateformes et, en parallèle, à travailler ensemble et sur le fond de nos approches pour demain. **Notre avenir repose sur notre capacité à agir collectivement, en cohérence et dépasser l'action individuelle de chaque entreprise.**